

Quand Alain Lipietz aidait le FLNC à rédiger son programme

Article paru dans l'édition du 08.09.01

Gâce à une petite phrase - « l'amnistie en Corse, ça ne se discute même pas », y compris pour « ceux qui ont tué un des représentants de l'Etat » - la France, cet été, a découvert Alain Lipietz. Les Verts aussi, qui, pour certains, ne connaissaient pas toutes les facettes de leur candidat à l'élection présidentielle. D'autres, en revanche, n'ont pas été surpris. Les Verdi corse, d'abord, qui ont voté massivement pour lui lors de la « primaire » organisée au sein du parti, après qu'il fut venu régulièrement les soutenir lors d'élections territoriales. Jean-Guy Talamoni, ensuite, puisque le député Vert européen a préfacé son « petit livre jaune » publié aux éditions du Ribombu, Une ambition européenne pour la Corse (Le Monde du 4 novembre 2000). Mais seuls quelques militants historiques du FLNC, ceux de cette première génération nourrie de marxisme, de maoïsme, de tiers-mondisme ou de guévarisme, se souviennent que... Alain Lipietz a aidé le FLNC, à la charnière des années 1980 et 1990, à écrire la partie économique de son projet politique.

Alain Lipietz était polytechnicien, ingénieur, économiste et adhérent des Verts depuis 1988. Il venait de terminer Choisir l'audace, une alternative pour le XXIe siècle (La Découverte, 1989) et préparait, surtout, Les régions qui gagnent, recueil d'articles où il théorisait le développement local à partir de la « réciprocité » des solidarités (PUF, 1992). François Mitterrand abordait son second septennat ; Place Beauvau, Pierre Joxe voulait dialoguer avec les nationalistes. Tandis que la traditionnelle amnistie du 14 juillet était élargie aux militants corses emprisonnés, le ministre de l'intérieur s'attelait à un nouveau statut pour tenter d'ôter aux nationalistes « tout prétexte à la violence ».

RENDEZ-VOUS À L'AÉROPORT

Encore fallait-il qu'A Cuncolta Naziunalista, vitrine légale du FLNC, officiellement dissout en 1983, apparût comme un interlocuteur incontournable. Et qu'elle présentât un programme crédible. Le 29 décembre 1989, le FLNC crée l'événement en rendant public, lors d'une conférence de presse clandestine, au-dessus de Cauro (Corse-du-Sud), son « projet de société ». La presse insulaire publie in extenso le long texte.

Plusieurs anciens militants du FLNC sont formels : à l'automne 1989, M. Lipietz a contribué à l'écriture de ce programme, comme d'ailleurs d'autres « experts » - un membre de la FAO, un avocat international. Alors directeur de la publication du Ribombu, l'hebdomadaire des nationalistes, et chargé de la propagande du Front, Yves Stella, aujourd'hui maire de Morsiglia, dans le Cap corse, confirme. « Alain Lipietz a participé à la partie économique du projet. » Dominique Grisoni, un militant de la Cuncolta, aujourd'hui décédé, pilotait, selon lui, le « pool de réflexion ». « J'ai pu travailler sur des textes, très vraisemblablement participer à Paris à des réunions sur les « régions périphériques », mais sans qu'on ne m'ait jamais dit que le FLNC était représenté ou que j'aie conscience de travailler spécifiquement pour eux », assure le candidat des Verts, qui ne se souvient d'aucun rendez-vous sur l'île. Il se rappelle en revanche qu'invité, en mai 1990, par les étudiants en économie de l'université de Corte, il reçoit par courrier, quatre jours plus tôt, au Centre d'études prospectives d'économie mathématique appliquée à la planification (Cepremap), à Paris, le Projet de société du FLNC, qu'on lui demande d'étudier et d'amender. Ce 21 mai, une femme vient chercher M. Lipietz à l'aéroport. Dans la voiture, deux militants du FLNC l'attendent. « Nous sortons de prison. Nous sommes coincés entre le jacobinisme de l'Etat français et l'expansion de la mafia. Nous avons beaucoup réfléchi. Il faut saisir la main que Joxe nous tend. » M. Lipietz a étudié le Projet. « C'est vrai que j'y ai retrouvé mes mots », se souvient-il. Sur la route de Vizzavone, puis à Corte, autour d'une table, il discute du texte et avance des suggestions.

Quelques mois plus tard, le Front se fracture. En mars 1991, les hommes armés du FLNC-canal historique - sa branche « dure » - présentent à leur tour un programme de « rupture avec l'Etat colonial » lors d'une nouvelle conférence de presse dans le maquis. Son volet économique dénonce de nouveau, à quelques variantes près, l'imposture que représentent le « libéral-corsisme » ou les simples « aménagements du capitalisme » des statuts particuliers proposés par l'île et rappelle la nécessité de la « lutte révolutionnaire contre l'Etat français ».

ARIANE CHEMIN

